



CONSEIL

Cent soixante-quatorzième session

Rome, 4-8 décembre 2023

Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes

Résumé

Le présent document, qui s'inscrit dans le prolongement du document du Conseil paru sous la cote CL 172/5 en avril 2023, fait le point sur la situation de la sécurité alimentaire dans le monde. Alors que le monde commençait à se remettre de la pandémie de covid-19, la guerre en Ukraine a ébranlé des marchés des produits alimentaires et de l'énergie déjà instables, démultipliant l'impact d'autres facteurs existants et présentant de nouveaux défis pour la sécurité alimentaire mondiale. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et leur instabilité croissante sont venues tempérer les signes encourageants de reprise économique au sortir de la pandémie et les projections indiquant un recul de la pauvreté et de la faim. Le présent rapport donne à voir les principales causes de la faim et de l'insécurité alimentaire, notamment les conflits, les ralentissements et fléchissements économiques et la variabilité du climat, ainsi que les effets de l'urbanisation. Les menaces actuelles et celles qui pèsent à plus long terme sur la sécurité alimentaire mondiale sont également recensées. La dernière section du document fournit des informations actualisées sur les conséquences de la guerre en Ukraine et du conflit en cours à Gaza et sur les incidences de celui-ci sur la sécurité alimentaire.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des informations exposées dans le présent document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869
Courriel: Maximo.ToreroCullen@fao.org

I. Introduction

1. Alors que le monde commençait à se remettre de la pandémie de covid-19, la guerre en Ukraine a ébranlé des marchés des produits alimentaires et de l'énergie déjà instables, démultipliant les effets d'autres facteurs et présentant de nouveaux défis pour la sécurité alimentaire mondiale. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et leur instabilité croissante sont venues tempérer les signes encourageants de reprise économique au sortir de la pandémie et les projections indiquant un recul de la pauvreté et de la faim. Le présent document, qui s'inscrit dans le prolongement du document du Conseil paru sous la cote CL 172/5, fait le point sur la situation de la sécurité alimentaire dans le monde et donne à voir les principales causes de l'insécurité alimentaire, notamment les conflits, les ralentissements et fléchissements économiques et la variabilité du climat, ainsi que les effets de l'urbanisation. Les menaces actuelles et celles qui pèsent à plus long terme sur la sécurité alimentaire mondiale sont également recensées. La dernière section du document fournit des informations actualisées sur les conséquences de la guerre en Ukraine et du conflit en cours à Gaza et sur les incidences de celui-ci sur la sécurité alimentaire.

II. Situation de la sécurité alimentaire dans le monde

Insécurité alimentaire chronique

2. La lutte contre l'insécurité alimentaire mondiale n'a pas progressé, d'après l'évaluation la plus récente présentée dans l'édition de 2023 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* (SOFI). La faim et l'insécurité alimentaire se maintiennent à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19, et l'on est loin d'être sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2.

3. La faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 des ODD) – est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022; elle touchait quelque 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022, contre 7,9 pour cent en 2019. On estime qu'entre 691 millions et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Si l'on prend la moyenne (735 millions environ), cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie mondiale.

4. L'absence relative d'évolution de la faim au niveau mondial entre 2021 et 2022 masque des différences considérables au niveau régional. Dans la plupart des sous-régions d'Asie et d'Amérique latine, des progrès ont été accomplis en matière de réduction de la faim, mais cette dernière continue d'augmenter en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans toutes les sous-régions d'Afrique. La proportion de la population qui souffre de la faim est bien plus importante en Afrique que dans les autres régions du monde – près de 20 pour cent, contre 8,5 pour cent en Asie, 6,5 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 7,0 pour cent en Océanie.

5. La prévalence de la sous-alimentation en Afrique est passée de 19,4 pour cent en 2021 à 19,7 pour cent en 2022, principalement du fait des augmentations constatées en Afrique du Nord et en Afrique australe. Le nombre de personnes souffrant de la faim en Afrique a augmenté de 11 millions depuis 2021, et de plus de 57 millions depuis le début de la pandémie.

6. En Asie, la prévalence de la sous-alimentation a reculé, passant de 8,8 pour cent en 2021 à 8,5 pour cent en 2022, soit une diminution de plus de 12 millions de personnes, en Asie du Sud pour la plupart. Toutefois, cela représente encore 58 millions de personnes de plus qu'avant la pandémie. Des améliorations ont été constatées dans toutes les sous-régions à l'exception de l'Asie de l'Ouest, où la prévalence de la sous-alimentation est passée de 10,2 pour cent en 2021 à 10,8 pour cent en 2022.

7. Une inversion de tendance s'est également produite dans la région Amérique latine et Caraïbes, où la prévalence de la sous-alimentation a régressé, passant de 7,0 pour cent en 2021 à 6,5 pour cent en 2022, soit une diminution de 2,4 millions du nombre de personnes souffrant de la faim, bien que cela représente toujours 7,2 millions de personnes de plus qu'en 2019. L'amélioration s'explique par les progrès accomplis en Amérique du Sud, et masque une nette augmentation de la

prévalence de la sous-alimentation dans les Caraïbes, où elle est passée de 14,7 pour cent en 2021 à 16,3 pour cent en 2022.

8. D'après les projections, près de 600 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique en 2030. Dans un scénario sans pandémie ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de 119 millions – et de 23 millions environ dans un scénario où seule la guerre en Ukraine est écartée. Tout ceci souligne l'immense défi que représente la cible des ODD visant l'éradication de la faim, en particulier en Afrique.

9. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave à l'échelle mondiale (indicateur 2.1.2 des ODD) est demeurée stable pour la deuxième année consécutive, après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2020. Quelque 2,4 milliards de personnes – 29,6 pour cent de la population mondiale – étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022, l'insécurité alimentaire grave touchant environ 900 millions de personnes, soit 11,3 pour cent de la population mondiale. La seule région affichant des progrès encourageants est l'Amérique latine et les Caraïbes, où la proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave a baissé, passant de 40,3 pour cent en 2021 à 37,5 pour cent en 2022, soit l'équivalent de 16,5 millions de personnes en moins en un an, principalement en Amérique du Sud.

10. Il ressort d'une comparaison de l'insécurité alimentaire des populations rurales, périurbaines et urbaines que l'insécurité alimentaire mondiale, aux deux niveaux de gravité, est plus faible dans les zones urbaines. En 2022, l'insécurité alimentaire modérée ou grave concernait 33,3 pour cent des adultes en milieu rural, contre 28,8 pour cent dans les zones périurbaines et 26,0 pour cent dans les zones urbaines.

11. L'insécurité alimentaire touche davantage les femmes que les hommes dans toutes les régions du monde. Cela étant, l'écart entre les femmes et les hommes en matière d'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale, qui s'est creusé dans le sillage de la pandémie de covid-19, est passé de 3,8 points en 2021 à 2,4 points en 2022, ce qui laisse penser que les répercussions disproportionnées de la pandémie sur l'insécurité alimentaire des femmes se sont atténuées au niveau mondial et dans certaines régions. L'écart entre les femmes et les hommes s'est réduit tout particulièrement en Asie ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais s'est accentué en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe.

12. Le coût d'une alimentation saine a augmenté de 4,3 pour cent à l'échelle mondiale par rapport à 2020, et de 6,7 pour cent par rapport au niveau enregistré en 2019, avant la pandémie de covid-19. Cette augmentation est due à la hausse globale de l'inflation du prix des aliments en 2020 et en 2021, laquelle s'explique en partie par les effets persistants de la pandémie. En 2021, plus de 3,1 milliards de personnes dans le monde (soit 42 pour cent) n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement. Bien que cela représente une hausse globale de 134 millions par rapport à 2019, avant la pandémie, le nombre de personnes se trouvant dans cette situation a en réalité diminué de 52 millions entre 2020 et 2021.

Insécurité alimentaire aiguë

13. Au cours des sept dernières années, on a constaté une tendance à la hausse de la quantité de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë, en nombre absolu et en pourcentage de la population étudiée, pour les trois phases d'insécurité alimentaire aiguë les plus élevées. Cette évolution montre que la sécurité alimentaire recule dans un certain nombre de pays, mais aussi qu'il y a davantage de données disponibles et que la couverture géographique de l'analyse augmente.

14. Les estimations de la mise à jour de septembre 2023 du Rapport mondial sur les crises alimentaires prévoient qu'en 2023, jusqu'à 238 millions de personnes réparties dans 48 pays/territoires seraient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et auraient besoin d'une aide d'urgence (phase 3 ou supérieure du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire/Cadre Harmonisé [IPC/CH] ou indicateur équivalent). Il ressort d'une comparaison des données émanant des 48 pays inclus dans le Rapport mondial sur les crises alimentaires de 2023 et dans la mise à jour semestrielle du Rapport de 2023 que le nombre de personnes se trouvant dans une telle situation

(phase 3 ou supérieure de l'IPC/CH ou indicateur équivalent), qui était de 216,25 millions en 2022, a augmenté d'environ 10 pour cent. Cela s'explique à la fois par l'élargissement de la couverture de l'analyse portant sur des populations déjà vulnérables et par la persistance ou l'intensification des facteurs de l'insécurité alimentaire. Dans l'ensemble, dans ces 48 pays, la proportion de la population étudiée confrontée à une insécurité alimentaire aiguë de niveau élevé a légèrement diminué, passant de 22 pour cent en 2022 à 21 pour cent en 2023. Des informations actualisées seront communiquées dans le Rapport mondial sur les crises alimentaires de 2024.

15. Début août, 33,64 millions de personnes se trouvaient ou étaient, d'après les estimations, en voie de se trouver dans une situation correspondant à la phase 4 de l'IPC/CH – soit une situation extrêmement grave où une intervention d'urgence est nécessaire pour sauver des vies et les moyens de subsistance, et la dernière alerte qui peut être donnée pour éviter le pire – dans 36 pays pour lesquels des données relatives à l'IPC/CH sont disponibles. La comparaison de ces pays au moyen des données ventilées pour 2022 et 2023 permet de constater que la prévalence est restée inchangée, à 3,8 pour cent de la population étudiée, avec cependant des différences notables d'un pays à l'autre. La situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC/CH) correspond au degré le plus grave d'insécurité alimentaire aiguë. Début août 2023, environ 128 600 personnes étaient, selon les estimations, en situation de catastrophe ou en voie de l'être, au moment où les analyses des pics ont été effectuées dans quatre pays.

16. En outre, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) publient le rapport *Hunger Hotspots* sur les points névralgiques de la faim¹, qui rend compte d'une évaluation des pays dont on estime qu'ils feront face à une aggravation de l'insécurité alimentaire aiguë dans les mois à venir. Le dernier rapport, qui remonte à octobre 2023, recense 18 points névralgiques, répartis entre 22 pays ou territoires au total. Il s'agit de pays ou de situations dans lesquels une aggravation de l'insécurité alimentaire aiguë est attendue de novembre 2023 à juin 2024 si une aide n'est pas immédiatement fournie.

17. Les points névralgiques de la faim sont classés dans trois catégories: niveau le plus préoccupant, niveau très préoccupant et autres.

18. La catégorie correspondant au niveau le plus préoccupant regroupe les points névralgiques dont les populations font face à une famine ou à un risque de famine, sont en situation d'inanition ou devraient, selon les estimations, se trouver en situation d'inanition, ou risquent de voir leur situation se détériorer jusqu'à atteindre des conditions catastrophiques, étant donné que ces populations ont déjà atteint un niveau d'insécurité alimentaire critique (situation d'urgence, soit phase 4 de l'IPC/CH) et font face à des facteurs aggravants liés au contexte très défavorables. Les pays relevant de cette catégorie sont le Burkina Faso, le Mali, le Soudan et le Soudan du Sud, qui se maintiennent au niveau de préoccupation le plus élevé, comme lors de la parution de l'édition de mai. La Palestine a été ajoutée à la liste des points névralgiques de la faim se situant au niveau de préoccupation le plus élevé en raison de l'intense escalade du conflit qui a eu lieu en octobre 2023.

19. Le niveau très préoccupant regroupe les points névralgiques dans lesquels un grand nombre de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë critique (situation d'urgence, soit phase 4 de l'IPC/CH), à quoi s'ajoutent des facteurs aggravants qui devraient encore intensifier le danger de mort ces prochains mois. Les pays classés dans cette catégorie sont les suivants: Afghanistan, Éthiopie, Haïti, Pakistan, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Somalie, Yémen.

20. Enfin, les autres points névralgiques de la faim, à savoir les pays ou territoires dans lesquels l'insécurité alimentaire aiguë risque fort de s'accroître encore durant la période visée, comprennent le couloir sec d'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) et le Malawi, qui conservent le statut de points névralgiques.

¹ <https://www.fao.org/3/cc8419en/cc8419en.pdf> (en anglais).

III. Principales causes de l'insécurité alimentaire

21. Depuis 2017, le rapport intitulé *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* (SOFI) recense et analyse les principales causes des tendances à la hausse que l'on constate en ce qui concerne la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde. De nombreux éléments indiquent que les conflits, la variabilité du climat et les extrêmes climatiques ainsi que les ralentissements et fléchissements économiques constituent les trois grands facteurs extérieurs aux systèmes agroalimentaires qui sont à l'origine de l'insécurité alimentaire touchant des millions de personnes. Les conséquences néfastes de ces facteurs sont exacerbées par la pauvreté et les inégalités, qui sont des causes structurelles de l'insécurité alimentaire, ainsi que par l'inaccessibilité économique d'une alimentation saine, qui est considérée comme un facteur interne aux systèmes agroalimentaires².

22. Ces facteurs ne sont pas responsables uniquement de l'insécurité alimentaire chronique, structurelle et de longue durée³. En effet, les conflits, les perturbations économiques et les phénomènes météorologiques extrêmes comptent aussi parmi les principales causes des situations d'insécurité alimentaire aiguë de niveau élevé que l'on constate actuellement et qui nécessitent une intervention humanitaire d'urgence⁴. Ceci n'est pas étonnant dans la mesure où l'insécurité alimentaire chronique et l'insécurité alimentaire aiguë ne sont pas deux phénomènes entièrement indépendants l'un de l'autre; en réalité, les perturbations et les crises prolongées qui provoquent une insécurité alimentaire aiguë peuvent se répéter si souvent qu'elles finissent par entraîner une détérioration menant à une insécurité alimentaire chronique, structurelle et de plus longue durée⁵.

23. La pandémie de covid-19 et la guerre en cours en Ukraine sont autant de manifestations de ces principales causes à l'échelle mondiale. La pandémie de covid-19 et les mesures prises pour l'endiguer ont provoqué l'une des pires récessions économiques mondiales de ces dernières décennies. Quant à la guerre en Ukraine, celle-ci a été lourde de conséquences économiques à l'échelle mondiale, aussi bien en ce qui concerne les prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles que de l'énergie⁶. L'éruption récente et l'escalade du conflit en Israël et en Palestine ne fait qu'ajouter à la liste de crises ayant de vastes répercussions sur l'insécurité alimentaire aiguë et chronique.

Les principales causes de l'insécurité alimentaire croissent en intensité et en fréquence

24. Les conflits ayant des répercussions sur presque toutes les composantes des systèmes agroalimentaires, ils ont un impact considérable sur la faim et l'insécurité alimentaire⁷. Ils peuvent entraîner la destruction des actifs agricoles et des moyens d'existence (tels que les terres, les animaux d'élevage, les cultures, les stocks de semences ou les infrastructures d'irrigation), peuvent donner lieu à la confiscation ou à la saisie abusive de ressources naturelles et provoquer l'éviction hors des terres, des aires de pâturage et des fonds de pêches. Un conflit désorganise les flux de produits alimentaires, de main-d'œuvre et d'autres éléments essentiels passant par les marchés, crée des pénuries et contribue à faire monter les prix, portant atteinte au fonctionnement des marchés.

25. Le nombre de pays touchés par des conflits a augmenté au cours des 20 dernières années: alors qu'en 2000 le nombre total de conflits (y compris les violences étatique, non étatique et unilatérale) recensés par l'Uppsala Conflict Data Programme s'élevait à 121, les données les plus récentes indiquent que 170 conflits étaient en cours en 2021⁸.

² <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>.

³ <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>.

⁴ <https://www.fsinplatform.org/global-report-food-crisis-2023>.

⁵ Par exemple, le nombre de personnes touchées par une insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou supérieure de l'ICP/CH) a augmenté, passant de 21,8 à 22,5 pour cent de la population étudiée entre 2021 et 2022. Au cours de cette même période, la prévalence de la sous-alimentation est passée de 20,8 pour cent à 21,3 pour cent de l'ensemble des populations de ces 48 pays. Voir <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

⁶ <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

⁷ <https://www.fao.org/3/i7695fr/i7695fr.pdf>; <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>.

⁸ <https://ucdp.uu.se>.

26. La variabilité du climat et les extrêmes climatiques nuisent à la productivité agricole et accroissent la demande d'importations de denrées alimentaires, les pays essayant de compenser les pertes de production intérieures. Les extrêmes climatiques entraînent souvent des pertes de revenus agricoles et une flambée des prix des denrées alimentaires ainsi qu'une instabilité de ces prix, réduisant l'accès à la nourriture et exerçant une influence préjudiciable sur la quantité, la qualité et la diversité des aliments consommés. La qualité et la sécurité sanitaire des aliments peuvent également être compromises en cas de contamination des cultures et d'apparition de foyers d'organismes nuisibles et de maladies⁹.

27. La fréquence à laquelle se produisent les catastrophes a augmenté au cours des dernières décennies, passant d'une centaine d'événements par an dans les années 1970 à environ 400 ces vingt dernières années. L'essentiel de cette hausse peut être imputée à l'accroissement du nombre d'événements liés au climat tels que les inondations, les sécheresses et les températures extrêmes. Ainsi, sur plus de 400 catastrophes signalées en 2022, la plupart étaient liées au climat¹⁰.

28. Les ralentissements et les fléchissements économiques ont essentiellement des répercussions sur les systèmes agroalimentaires en ce qu'ils compromettent l'accès des personnes aux aliments, y compris l'accessibilité économique d'une alimentation saine, du fait de la hausse du chômage et de la baisse des salaires et des revenus. Il en est ainsi qu'ils soient causés par des fluctuations brutales du marché, des guerres commerciales, des troubles politiques ou une pandémie mondiale comme la covid-19. Les pauvres, qui dépensent une grande partie de leur revenu en nourriture et dépendent des marchés pour une part importante de leur alimentation, sont particulièrement vulnérables aux ralentissements et fléchissements économiques¹¹.

29. Avant même la pandémie de covid-19, l'on constatait dans plusieurs économies des ralentissements, des stagnations et des récessions. Ainsi, le pourcentage de pays qui ont connu des fléchissements économiques en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et en Asie occidentale est passé de 25 pour cent en 2014 à 38 pour cent en 2019¹². La reprise économique attendue au sortir de la pandémie de covid-19 a été entravée par la guerre en Ukraine, qui a ébranlé les marchés des produits alimentaires et de l'énergie. La hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires s'est traduite par une stagnation des résultats en matière de réduction de la faim en 2022¹³.

30. En outre, la pauvreté et les inégalités ainsi que la stratification socioculturelle, y compris la dynamique des rapports hommes-femmes et la dynamique de pouvoir, sont des facteurs structurels importants qui amplifient les effets préjudiciables des conflits, de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques ainsi que des ralentissements et fléchissements économiques sur la sécurité alimentaire. Des données particulièrement solides permettent de démontrer que les inégalités de revenu amplifient les effets néfastes des ralentissements ou des fléchissements économiques sur la sécurité alimentaire des individus¹⁴.

31. L'édition de 2021 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* (SOFI) a montré que, durant la période 2010-2018, les hausses de la prévalence de la sous-alimentation ont souvent eu lieu dans des pays touchés par des conflits, la variabilité du climat ou des extrêmes climatiques ou des ralentissements ou fléchissements économiques. Le rapport a indiqué que 55 pour cent des pays à revenu faible ou intermédiaire ayant connu une progression de la faim ont également été touchés par au moins un de ces facteurs durant la période 2010-2018. Dans 40 pays sur 60, les augmentations de la prévalence de la sous-alimentation ont coïncidé avec une association de facteurs¹⁵.

⁹ <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>; <https://www.fao.org/3/i9553fr/i9553fr.pdf>.

¹⁰ <https://www.fao.org/3/cc7900en/cc7900en.pdf> (en anglais).

¹¹ <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>; <https://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>.

¹² <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>.

¹³ <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

¹⁴ <https://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>.

¹⁵ <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>.

Dans les pays les plus touchés par la faim, de multiples facteurs en jeu

32. Au cours de la décennie écoulée, les conflits, les extrêmes climatiques et les perturbations économiques ont crû en fréquence et en intensité et l'on a plus souvent constaté une association de ces facteurs dans plusieurs pays. La plupart des personnes souffrant de sous-alimentation chronique vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire où interviennent de multiples facteurs.

33. Les pays touchés par de multiples facteurs ont connu une hausse de la prévalence de la sous-alimentation jusqu'à 12 fois supérieure à celle constatée dans les pays où intervient un seul facteur. Les pays à faible revenu touchés par des conflits et des extrêmes climatiques sont ceux qui connaissent la plus forte augmentation de la prévalence de la sous-alimentation, tandis que dans le cas des pays à revenu intermédiaire, ce sont les fléchissements économiques qui provoquent les augmentations les plus fortes. L'Afrique est la seule région où la montée de la prévalence de la sous-alimentation est associée aux trois facteurs principaux.

34. Les incidences de ces trois facteurs principaux sur la sécurité alimentaire sont exacerbées par l'aggravation et le maintien à un niveau élevé des inégalités, tout en y contribuant. Les fortes inégalités amplifient la vulnérabilité face à ces principaux facteurs, et donc leurs effets préjudiciables, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire.

35. La récession économique mondiale qui a fait suite aux mesures prises pour endiguer la pandémie de covid-19 a provoqué une forte progression de la faim dans chaque région du monde en 2020, qui s'est poursuivie en 2021, quoique à un rythme plus lent. Toutefois, les hausses les plus élevées de l'insécurité alimentaire au cours de cette période ont été constatées dans les pays qui étaient non seulement aux prises avec les effets de la pandémie de covid-19 mais également avec ceux des autres principaux facteurs de l'insécurité alimentaire¹⁶.

L'urbanisation, une mégatendance qui crée des difficultés mais aussi des possibilités en matière de sécurité alimentaire

36. Les principales causes de l'insécurité alimentaire se maintiendront, obligeant les pays à prendre des mesures pour renforcer leur résilience. Néanmoins, l'urbanisation est une mégatendance qui doit être prise en compte dans nos efforts visant à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes. L'on estime que d'ici à 2050, près de sept personnes sur dix vivront en ville; aujourd'hui déjà, la part de la population urbaine est d'environ 56 pour cent. De nouvelles estimations mondiales indiquent que si le niveau de l'insécurité alimentaire est plus élevé dans les zones rurales (celle-ci touchant 33 pour cent des adultes), il est également très élevé dans les zones périurbaines (28 pour cent) et urbaines (26 pour cent)¹⁷.

37. L'urbanisation entraîne des changements de plus en plus importants dans les systèmes agroalimentaires, le long du continuum rural-urbain, créant à la fois des difficultés et des possibilités en ce qui concerne la sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation saine abordable. L'urbanisation entraîne une augmentation et une modification de la demande alimentaire, ainsi que des changements dans les modes d'approvisionnement alimentaire, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, les deux régions qui affichent les taux d'urbanisation les plus élevés¹⁸.

38. L'un des sérieux défis que pose l'urbanisation est la disponibilité croissante d'aliments moins onéreux, prêts à consommer ou issus de la restauration rapide. Or, ces aliments ont souvent une densité énergétique élevée et sont riches en graisses, en sucres et/ou en sel, et peuvent donc contribuer à la malnutrition. Dans presque chaque région du monde, les disponibilités en légumes et en fruits sont insuffisantes pour satisfaire les besoins quotidiens dans le cadre d'une alimentation saine¹⁹.

¹⁶ <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

¹⁷ <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

¹⁸ <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

¹⁹ <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

De nouvelles analyses montrent que les aliments ultratransformés, s'ils sont plus répandus en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ont pénétré même les zones rurales de l'Afrique.

39. L'urbanisation et la connectivité grandissante le long du continuum urbain-rural créent d'autres défis pour la sécurité alimentaire, notamment l'exclusion des petits agriculteurs des chaînes de valeur structurées et la perte de terres et de capital naturel sous l'effet de l'expansion urbaine.

40. Cependant, l'urbanisation s'accompagne également de possibilités, étant donné qu'elle donne naissance à des chaînes de valeur alimentaires plus longues, plus structurées et plus complexes qui permettent à des activités rémunératrices de se développer et accroissent la diversité des aliments nutritifs; par ailleurs, l'accès des exploitants aux intrants et aux services agricoles s'améliore à mesure que les zones urbaines se rapprochent des zones rurales²⁰.

IV. Menaces pour la sécurité alimentaire mondiale

41. Les difficultés décrites à la section précédente doivent être suivies de près et allégées au moyen de la création de dispositifs financiers et politiques adéquats et durables. La présente section met en lumière les problèmes les plus urgents qui se posent en 2024.

Risques macroéconomiques en 2024

42. En octobre 2023, le Fonds monétaire international (FMI) a publié la version actualisée de ses *Perspectives de l'économie mondiale*²¹. Le rapport souligne que la reprise mondiale faisant suite à la pandémie de covid-19 et à la guerre en Ukraine demeure lente et inégale. De fait, la croissance économique est inférieure aux niveaux atteints avant la pandémie, en particulier dans les pays émergents et en développement.

43. Selon les prévisions, la croissance mondiale devrait rester à un niveau inférieur à sa moyenne historique des deux dernières décennies et ralentir, passant de 3,5 pour cent en 2022 à 3,0 pour cent en 2023 et 2,9 pour cent en 2024.

44. Dans les pays avancés, on attend un ralentissement, la croissance passant de 2,6 pour cent en 2022 à 1,5 pour cent en 2023 puis à 1,4 pour cent en 2024 en raison d'une croissance plus faible que prévu dans la zone euro. Les pays émergents et les pays en développement devraient voir leur croissance reculer légèrement, de 4,1 pour cent en 2022 à 4,0 pour cent en 2023 et 2024.

45. Dans le même temps, l'inflation mondiale, qui est passée de 8,7 pour cent en 2022 à 6,9 pour cent en 2023, devrait reculer encore pour s'établir à 5,8 pour cent en 2024, en raison du resserrement de la politique monétaire facilité par une baisse des cours internationaux des produits de base. Néanmoins, il est indiqué dans le rapport que l'inflation demeure élevée et ne devrait pas retrouver sa valeur cible avant 2025 dans la plupart des pays.

46. D'après la dernière mise à jour de la base de données mondiale du FMI sur la dette, la dette mondiale a continué de fluctuer en 2022, diminuant de 10 points de pourcentage du produit intérieur brut (PIB) pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 238 pour cent du PIB, neutralisant environ deux tiers de l'envolée de la dette enregistrée en 2020. D'après le FMI, cette baisse s'explique par le rebond de l'activité économique, après un net repli dans les premiers temps de la pandémie de covid-19.

47. Il convient de noter, néanmoins, que ce recul est principalement imputable à la baisse du niveau de la dette privée, la dette publique demeurant à un niveau élevé. Ainsi, au 31 août 2023, selon les dernières données publiées, sur les 69 pays à faible revenu pouvant prétendre à une aide du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, 10 pays étaient surendettés, 26 présentaient un risque élevé de surendettement, 26 présentaient un risque modéré, et seuls sept pays étaient à faible risque de surendettement.

²⁰ <https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf>.

²¹ <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2023/10/10/world-economic-outlook-october-2023>.

48. Cela tient notamment à la crise des comptes extérieurs et à la dévaluation de la monnaie. Compte tenu de la dominance du dollar des États-Unis dans les transactions internationales, notamment celles qui concernent les produits alimentaires, son appréciation peut être lourde de conséquences pour de nombreux pays, en particulier les importateurs nets de denrées alimentaires et/ou d'intrants agricoles, et peut accroître la charge financière et le fardeau de la dette qui pèsent en particulier sur les pays pauvres très endettés.

Prix mondiaux des produits alimentaires et coûts des importations

49. Les prix mondiaux des produits alimentaires ont commencé à augmenter mi-2020 en raison du resserrement de l'offre de plusieurs denrées alimentaires de base essentielles – principalement dû aux perturbations liées à la pandémie de covid-19 –, et du maintien d'une forte demande; ces prix ont atteint leur plus haut immédiatement après le déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février 2022.

50. En mars 2022, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint un niveau record de 159,7 points, qui représentait une hausse de 13,1 pour cent par rapport au mois précédent et de presque 34 pour cent par rapport à sa valeur lors de la même période l'année précédente, laquelle était déjà élevée.

51. Pour prendre l'exemple de produits de base spécifiques, en mars 2022, les prix mondiaux des huiles végétales et des céréales ont grimpé de quelque 24,8 et 17,1 pour cent, respectivement, par rapport au mois précédent, sur fond de préoccupations concernant les disponibilités exportables de la Fédération de Russie comme de l'Ukraine.

52. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a décliné depuis, pour atteindre en octobre 2023 une moyenne de 120,8 points, soit une baisse de 10,9 pour cent par rapport à la valeur qu'il affichait un an plus tôt et de 24,4 pour cent par rapport au niveau record atteint en mars 2022. Ce déclin masque cependant de fortes disparités dans l'évolution des différents produits. Ainsi, alors que les prix internationaux du blé atteignaient leur plus bas niveau depuis trois ans, ceux du sucre étaient à leur plus haut depuis novembre 2010. De même, les prix mondiaux du riz – l'aliment de base d'une grande partie de la population mondiale – ont fortement augmenté en 2023, principalement en raison des interdictions d'exportation imposées par de grands pays exportateurs et des inquiétudes concernant l'impact d'El Niño sur la production.

53. La relative faiblesse des prix mondiaux des céréales pourrait offrir un certain répit aux pays en développement importateurs de denrées alimentaires. Toutefois, la hausse des prix d'autres produits de base essentiels, la vigueur du dollar des États-Unis et la persistance des problèmes de balance des paiements que connaissent de nombreux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires risquent fort de neutraliser ces gains.

54. La hausse globale des prix internationaux des produits alimentaires de base a entraîné une augmentation des coûts d'importation. La facture mondiale des importations alimentaires devrait atteindre 2 000 milliards d'USD en 2023, ce qui représente une augmentation de 1,8 pour cent ou de 35,3 milliards d'USD par rapport au niveau record enregistré en 2022²². Cette progression, qui marque un nouveau record absolu, devrait néanmoins ralentir considérablement en 2023 par rapport à 2022 et à 2021, années où les taux de croissance avaient atteint 11 et 18 pour cent, respectivement. En ce qui concerne les groupes d'aliments, les tendances divergentes observées en 2022 persisteront probablement en 2023.

55. La décrue des prix mondiaux des denrées alimentaires ne signifie pas pour autant que les marchés sont stables. Les marchés mondiaux restent exposés à des risques et à des incertitudes, dont des phénomènes météorologiques extrêmes, des conflits en progression et des tensions géopolitiques, des difficultés macroéconomiques, la dégradation des conditions financières, une hausse de la dette, des modifications soudaines des politiques commerciales et l'évolution d'autres marchés liés à celui de l'alimentation.

²² <https://www.fao.org/3/cc8589en/cc8589en.pdf> (en anglais).

Prix des intrants agricoles

56. Les prix mondiaux des engrais sont montés en flèche depuis la fin de 2021, conséquence de la hausse des prix de l'énergie et du gaz naturel, des perturbations créées par la pandémie de covid-19 et des mesures de restriction des échanges imposées par certains grands pays exportateurs. Du fait en grande partie de la hausse des prix du gaz naturel, principale matière première servant à produire des engrais azotés, les prix mondiaux de l'urée, un engrais azoté très utilisé, ont atteint 925 USD par tonne en avril 2022, soit près de quatre fois la moyenne enregistrée en 2020. Depuis, ils ont considérablement reculé et sont passés à 380 USD par tonne en septembre 2023; toutefois, ils restent près de 1,5 fois supérieurs aux prix d'il y a trois ans.

57. On estime qu'en 2022, la facture mondiale des importations d'intrants agricoles²³ a crû de 48 pour cent pour s'établir à 424 milliards d'USD. Tout comme pour la facture mondiale des importations alimentaires, cette hausse marquée est surtout due à l'augmentation des prix. Les hausses des deux factures se sont additionnées et, associées à une dévaluation de la monnaie face au dollar des États-Unis dans de nombreux pays, ont aggravé les problèmes de balance des paiements que les pays à faible revenu avaient déjà.

58. Bien que la disponibilité globale des engrais se soit améliorée à l'échelle mondiale, l'accessibilité, y compris économique, reste une préoccupation majeure, en particulier dans les pays à faible revenu. La situation pourrait entraîner une baisse du recours aux engrais, et donc des rendements et de la production.

Difficultés structurelles et défis à long terme

59. La croissance économique et la dynamique démographique se traduisent par une modification structurelle de l'économie²⁴. La dynamique démographique reste l'un des principaux facteurs faisant évoluer la demande de produits alimentaires. Le vieillissement et l'urbanisation, notamment, ont des répercussions importantes sur l'agriculture et les communautés rurales.

60. Dans l'ensemble, la population mondiale est de plus en plus âgée. Aujourd'hui, le vieillissement s'accélère aussi dans les pays à faible revenu, où le processus a tendance à commencer plus tôt et devient plus prononcé dans les zones rurales, ce qui a pour effet de modifier la composition de la population active rurale, d'exercer des pressions sur le secteur de la santé et de créer des inégalités des revenus entre les générations.

61. L'urbanisation, qui est l'un des axes de l'édition 2023 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, oriente les habitudes de consommation alimentaire vers les aliments transformés, les aliments d'origine animale, les fruits et les légumes. Cette évolution de la consommation exige que l'on déplace le centre de gravité de l'emploi dans les systèmes agroalimentaires, pour le faire passer de la production aux services, à savoir les transports, la vente en gros ou au détail ainsi que la transformation des aliments. La modification de la teneur en nutriments de l'alimentation a également une incidence sur les coûts de santé.

62. La productivité agricole accuse un certain retard et les investissements dans les innovations, en particulier celles qui profitent aux agriculteurs les plus pauvres, sont insuffisants. Ces 10 dernières années ont été marquées par un ralentissement de la croissance des rendements pour la plupart des cultures vivrières et par le recul de la productivité totale des facteurs dans le secteur agricole. Si la croissance de la productivité agricole n'est pas fortement stimulée de façon durable, en particulier dans les pays à faible revenu, les déséquilibres internationaux et nationaux continueront de

²³ Les dépenses mondiales d'importations d'intrants agricoles comprennent les semences, les engrais, les pesticides et les besoins en énergie pour l'agriculture.

²⁴ Plusieurs tendances mondiales à long terme qui influent sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et la durabilité globale des systèmes alimentaires et agricoles sont étudiées dans le rapport intitulé *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation* (L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Facteurs et déclencheurs de transformation), publié à la fin de 2022. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

s'accroître et les pressions exercées sur les ressources naturelles (eau et terres) augmenteront, ce qui créera un cercle vicieux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

V. Conséquences de la guerre en Ukraine

63. Suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février 2022, et aux bouleversements des marchés et du commerce mondiaux que celle-ci a provoqués en perturbant la logistique du commerce et les itinéraires de transport, un certain nombre de scénarios se sont dégagés concernant les répercussions potentielles du conflit dans le monde, compte tenu de l'importance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine sur les marchés agricoles mondiaux.

64. Bien que les pires hypothèses envisageant un arrêt complet des exportations de ces deux pays, voire un effondrement total du secteur agricole dans l'un d'entre eux ou dans les deux pays, ne se soient pas concrétisées, les retombées de la guerre, en association avec d'autres facteurs, ont eu une incidence sur la production et le commerce, ainsi que sur les prix des denrées alimentaires et des intrants dans le monde entier.

65. L'Ukraine comme la Fédération de Russie figurent parmi les principaux producteurs de produits agricoles dans le monde et sont des exportateurs nets d'aliments de base au bénéfice de beaucoup de pays qui sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires et d'engrais, notamment de nombreux pays parmi les moins avancés et pays à faible revenu et à déficit vivrier.

Profils commerciaux et caractéristiques des marchés de la Fédération de Russie et de l'Ukraine

66. Les profils commerciaux et les caractéristiques des marchés peuvent varier d'une année sur l'autre en fonction des volumes de production des grands pays producteurs et exportateurs ou à la faveur de décisions découlant des politiques arrêtées par ces pays. Ainsi, les profils commerciaux et les caractéristiques des marchés de la Fédération de Russie et de l'Ukraine ont évolué depuis le déclenchement de la guerre, ce qui a des répercussions sur le reste du monde.

67. La part des exportations de blé de la Fédération de Russie dans les exportations mondiales de blé est passée de 16,8 pour cent durant la campagne de commercialisation 2021-2022 (de juillet à juin) à 20 pour cent durant celle de 2022-2023; en outre, compte tenu de la nouvelle récolte abondante enregistrée en 2023, l'on s'attend à ce que cette part s'accroisse encore pour atteindre 25 pour cent en 2023-2024.

68. Au contraire, la part des exportations de blé de l'Ukraine a baissé, passant de 9,6 pour cent en 2021-2022 (juillet-juin) – une campagne durant laquelle les exportations avaient déjà été perturbées en raison des difficultés de commercialisation posées par la guerre – à 8,4 pour cent en 2022-2023. Une nouvelle contraction est prévue pour 2023-2024: la part des exportations ukrainiennes devrait être de tout juste 5 pour cent. Ce recul s'explique principalement par la basse prévue de la production résultant directement des hostilités en cours et du manque de circuits de distribution rentables faute de routes maritimes fiables.

Facilitation des exportations depuis l'Ukraine

69. La mise en œuvre de l'Initiative céréalière de la mer Noire, officiellement connue sous le nom d'Initiative relative à la sécurité du transport des céréales et des denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens, a été lancée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Türkiye, la Fédération de Russie et l'Ukraine le 22 juillet 2022. En outre, un protocole d'accord entre la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'ONU concernant la promotion des produits alimentaires et engrais russes sur les marchés mondiaux a été signé.

70. L'Initiative céréalière de la mer Noire a été prolongée trois fois – de 120 jours en novembre 2022 et de 60 jours en mars 2023 et en mai 2023. La dernière extension de l'Initiative est arrivée à expiration le 17 juillet 2023 sans qu'une nouvelle prolongation n'ait été déclarée.

71. L'Initiative avait permis la reprise des exportations de céréales, d'autres denrées alimentaires et d'engrais, en particulier d'ammoniac, grâce à un couloir humanitaire maritime sûr pour les

expéditions depuis trois ports ukrainiens clés. Malgré la poursuite de la guerre en Ukraine, elle a contribué à améliorer les disponibilités alimentaires et à stabiliser les marchés mondiaux des produits alimentaires.

72. L'Initiative a facilité l'exportation de 32,9 millions de tonnes de produits agricoles depuis l'Ukraine. Le maïs représentait la moitié environ du volume expédié, tandis que le blé pesait pour un peu plus d'un quart de ce volume. Le montant total englobait également 725 000 tonnes de céréales expédiées au moyen de navires affrétés par le PAM à l'appui des opérations humanitaires qu'il mène ailleurs dans le monde.

73. Des «corridors de solidarité» ont été mis en place par l'Union européenne en mai 2022 pour permettre à l'Ukraine d'exporter des céréales mais également d'importer les produits dont elle a besoin, allant de l'aide humanitaire aux engrais en passant par les aliments pour animaux. De mars 2022 à septembre 2023, plus de **51,5 millions de tonnes** de céréales, de graines oléagineuses et de produits connexes ont quitté l'Ukraine via ces corridors de solidarité. Toutefois, l'acheminement via des voies non maritimes (voie ferroviaires, routières, fluviales) est plus onéreux que l'acheminement par voie maritime, ce qui se traduit en pratique pour les agriculteurs ukrainiens par une érosion des prix à la sortie de l'exploitation. Les attaques qui se poursuivent contre les infrastructures accroissent encore les coûts logistiques et les coûts de commercialisation.

Perspectives du secteur céréalier ukrainien

74. Si, au début du mois d'octobre 2023, les marchés mondiaux des principaux produits alimentaires exportés par l'Ukraine étaient bien approvisionnés, l'absence de routes maritimes fiables pourrait compromettre la disponibilité de ces produits sur les marchés mondiaux en cas de chocs imprévus.

75. De même, la perturbation des routes maritimes de la mer Noire en général, notamment par des attaques visant des infrastructures ou des navires, entraînerait une augmentation des primes d'assurance, rendrait ces routes non viables sur le plan commercial et entraînerait une hausse des prix des denrées alimentaires tout en accentuant leur instabilité.

76. À plus long terme, les agriculteurs ukrainiens s'adapteront au manque de circuits de distribution rentables. La faible rentabilité de l'agriculture, tenant à la fois aux coûts élevés des intrants et à la faiblesse des prix à la sortie de l'exploitation, jouera sur les futures affectations des terres à différentes cultures, et, partant, sur la production. Si la commercialisation des céréales demeure compliquée en raison de l'absence de débouchés commerciaux ou du faible intérêt économique des débouchés existants, il est probable que les agriculteurs affecteront leurs terres à des cultures plus rentables, telles que les graines oléagineuses.

77. En outre, même si les dommages provoqués par la destruction du barrage de Kakhovka en juin 2023 ont été relativement circonscrits et de court terme, celle-ci peut avoir des effets environnementaux et économiques à long terme. La contamination de l'eau peut compromettre la fertilité des sols, la disponibilité de l'eau potable pour la population et les animaux d'élevage, la biodiversité et l'écosystème dans son ensemble dans le cours inférieur du fleuve Dnipro. Sur la durée, l'utilisation des systèmes d'irrigation restera limitée, à moins que l'eau présente dans le réservoir n'atteigne un niveau suffisant pour pouvoir être pompée. La perturbation des systèmes d'irrigation situés sur les deux rives du fleuve Dnipro aura un impact considérable sur la production d'aliments nutritifs de haute valeur, comme les fruits et les légumes, qui sont principalement écoulés sur le marché intérieur.

78. La FAO a mené une série d'évaluations complémentaires et d'analyses sectorielles pour mieux comprendre l'impact de la guerre sur le secteur agricole ukrainien. D'après les principaux résultats, la guerre a eu un impact considérable sur les entreprises agricoles du pays, donnant lieu à un recul de la production agricole dû à un accroissement des coûts de production, à une baisse du produit des ventes et à une moindre disponibilité des intrants.

79. Le long des chaînes de valeur agroalimentaires, l'on a constaté des cessations d'opérations et des défauts de livraison de la part des fournisseurs d'intrants, auxquels se sont ajoutés l'effondrement

de l'approvisionnement en intrants destinés aux cultures et la perturbation des marchés de production, ce qui a également pour effet de pousser les entreprises à diversifier leurs activités. En outre, le manque d'accès au crédit entrave davantage encore la production. Si les effets de la guerre sur les entreprises agricoles se sont fait ressentir dans tout le pays, ils ont été plus prononcés pour les entreprises exerçant leur activité dans des zones jouxtant les oblasts situés en première ligne.

80. La FAO prête à l'Ukraine un appui opérationnel et technique et un appui aux programmes. Citons notamment la facilitation d'un système de bons qui joue un rôle de plus en plus essentiel dans la fourniture d'une aide d'urgence aux ménages agricoles ruraux présents dans les zones du pays touchées par le conflit.

81. Non seulement cette approche offre une certaine souplesse à ces ménages et préserve leur dignité, mais elle leur donne en outre les moyens de prendre les décisions les mieux à même de satisfaire leurs besoins. De plus, la FAO s'emploie activement à adapter les offres d'assistance en espèces au contexte ukrainien, en particulier le long de la ligne de front. Cela implique de piloter des stratégies sectorielles ciblées d'assistance en espèces, qui se sont révélées très efficaces pour régler des problèmes logistiques complexes tout en fournissant un appui crucial afin de protéger les moyens de subsistance agricoles des ménages durement frappés par la guerre.

VI. Situation en matière de sécurité alimentaire à Gaza

Aperçu de la situation

82. Depuis le déclenchement du conflit qui oppose Israël et le Territoire palestinien occupé, le 7 octobre 2023, la situation a engendré, en particulier à Gaza, une crise humanitaire et une crise de la sécurité alimentaire. Plus de la moitié des 2,1 millions d'habitants de Gaza ont été déplacés à l'intérieur de la bande de Gaza, et la majorité d'entre eux ont besoin de toute urgence d'une aide alimentaire. Avant même le début de la crise en cours, plus de 1,8 million de Palestiniens avaient besoin d'une aide pour assurer leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence, ce qui correspondait à 53 pour cent de la population de Gaza et à 11 pour cent de la population de Cisjordanie²⁵.

83. La cause première de l'insécurité alimentaire avant le 7 octobre était l'inaccessibilité économique des denrées alimentaires en raison d'un taux de pauvreté élevé dû au chômage. Le coût élevé des transactions, qui s'explique par les restrictions des déplacements, de l'accès et du commerce ayant cours sous l'occupation, constitue un obstacle immédiat à la croissance économique palestinienne, auquel s'ajoutent l'insécurité de l'approvisionnement en énergie et en eau²⁶. Les restrictions prolongées de l'accès à la mer, aux terres et aux marchés pour les intrants et le commerce ont pesé sur les activités agricoles, accentuant la vulnérabilité des moyens de subsistance agricoles. En Cisjordanie, les communautés dépendantes de l'agriculture, en particulier les Bédouins et les pasteurs de la zone C²⁷, ont rencontré des difficultés pour accéder à l'eau, aux pâturages et aux services vétérinaires²⁸. Dans la bande de Gaza, jusqu'à 35 pour cent des terres agricoles étaient inaccessibles en raison des restrictions militaires imposées par Israël²⁹, et les restrictions d'accès aux zones de pêche ont nui au secteur de la pêche³⁰.

²⁵ Rapport mondial sur les crises alimentaires, édition de 2023.

²⁶ USAID. 2023. <https://www.state.gov/reports/2023-investment-climate-statements/west-bank-and-gaza/> (en anglais).

²⁷ La zone C, créée par les Accords d'Oslo, est une zone administrative contrôlée par l'occupation israélienne, qui est riche en ressources naturelles et agricoles, recouvre environ 60 pour cent de la surface de la Cisjordanie et contient les colonies de peuplement israéliennes du territoire. L'utilisation des ressources situées dans la zone C par les Palestiniens fait l'objet d'importantes restrictions. Niksic, et al. 2014. *Area C and the Future of the Palestinian Economy*. Banque mondiale.

²⁸ FAO. 2020. *Palestine Humanitarian Response Plan 2020*. <https://www.fao.org/3/ca7807en/CA7807EN.pdf>.

²⁹ PAM. 2023. *Evaluation of State of Palestine WFP Country Strategic Plan 2018-2022*.

³⁰ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2019. <https://www.ochaopt.org/content/gaza-s-fisheries-record-expansion-fishing-limit-and-relative-increase-fish-catch-shooting> (en anglais).

84. Le Territoire palestinien occupé est fortement tributaire des importations pour satisfaire sa demande intérieure en produits agricoles, en particulier en céréales et en aliments pour animaux, mais il est pour l'essentiel autosuffisant en ce qui concerne les denrées ci-après, qui constituent des éléments fondamentaux d'une alimentation saine et variée: légumes, raisin, figues, huile d'olive, viande, œufs, miel³¹. La production halieutique, qui joue également un rôle vital à Gaza, est une importante source de diversité nutritionnelle³². L'élevage pèse pour 45 pour cent de la valeur de la production agricole, les principaux producteurs étant les petits agriculteurs, les pasteurs et les pêcheurs³³.

85. Outre ses répercussions immédiates sur les vies, les déplacements, la production et la disponibilité des aliments et du carburant, le conflit aura des effets de longue durée sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture.

86. Les conséquences à long terme du conflit en cours sur l'agriculture, les moyens d'existence fondés sur l'agriculture et l'accès à une alimentation saine seront bien plus lourdes que lors des conflits précédents. Si l'étendue des dommages n'est pas encore connue, il est probable que la plupart des infrastructures agricoles, des sols et des terres de Gaza seront touchés, et que les cheptels seront décimés en raison de l'impossibilité de nourrir et d'abreuver les animaux et de l'abattage d'animaux visant à répondre aux besoins urgents en nourriture. La reconstruction du secteur agricole nécessitera des ressources importantes, et la FAO, forte de ses compétences techniques, se tient prête à y contribuer.

Situation actuelle

87. D'après les données communiquées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (le Bureau), au 33^e jour du conflit à Gaza, on déplorait un bilan humain accablant: 10 569 Palestiniens avaient été tués, dont 4 324 enfants et 2 823 femmes, et 26 475 personnes avaient été blessées. On décompte plus de 2 450 disparus, et des fosses communes ont dû être creusées faute de place³⁴.

88. En Israël, 1 400 citoyens israéliens et ressortissants étrangers ont été tués et 5 400 blessés.

89. Les points de passage vers l'Égypte et Israël continuent de faire l'objet de restrictions, l'accès à la mer est interdit, et l'activité de pêche est à l'arrêt. Malgré l'arrivée à Gaza de 106 camions transportant des fournitures humanitaires, portant à au moins 756 le nombre total de camions ayant pu y entrer, la livraison de carburant, essentiel au fonctionnement d'équipements vitaux, est interdite par les autorités israéliennes.

90. Les pénuries de carburant pèsent sur les hôpitaux, entraînant leur fermeture. Le Bureau fait état d'attaques contre des hôpitaux et d'appels à évacuer les lieux, lesquels exacerbent la crise sanitaire. Les problèmes d'approvisionnement en eau et en électricité persistent, les puits de Gaza étant mis hors service, ce qui a des répercussions sur les sources d'eau non potable. On compte certes quelques usines de dessalement opérationnelles, mais les difficultés de distribution de l'eau aux déplacés demeurent, ce qui intensifie la crise humanitaire.

91. D'après le Bureau, la moitié environ des 120 puits municipaux qui parsèment la bande de Gaza, qui avaient recommencé à fonctionner le 6 novembre après que du carburant avait été fourni par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ont été mis hors service le 8 novembre, et les autres puits devraient eux aussi cesser de fonctionner le 9 novembre, une fois le carburant épuisé. L'eau ainsi puisée est saumâtre et n'est destinée qu'à des usages domestiques, faute d'être potable. Le Bureau a ajouté que dans le nord de Gaza, ni l'usine de dessalement ni le pipeline israélien ne sont opérationnels. Les employés municipaux peinent à accéder à certains des

³¹ PAM. 2023. *Evaluation of State of Palestine WFP Country Strategic Plan 2018-2022*.

³² Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2019. <https://www.ochaopt.org/content/gaza-s-fisheries-record-expansion-fishing-limit-and-relative-increase-fish-catch-shooting> (en anglais).

³³ FAO, Union européenne et Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. 2023.

³⁴ [Bulletin Flash du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du 7 novembre 2023](#).

puits produisant une eau saumâtre. Depuis une semaine, les partenaires spécialistes de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ne sont pas en mesure de distribuer de l'eau en bouteille aux déplacés installés dans des abris dans le nord. En ce qui concerne la partie sud du territoire, les deux usines de dessalement sont actuellement en service, ainsi que deux pipelines en provenance d'Israël connectés à Deir el-Balah et Khan Younès, qui alimentent en eau potable les habitations raccordées au réseau durant quelques heures chaque jour.

92. Les déplacements massifs d'un bout à l'autre de la bande de Gaza se poursuivent depuis l'ordre d'évacuation donné par Israël le 12 octobre. D'après le Bureau, on estime à près de 1,5 million le nombre de personnes déplacées depuis le début des hostilités, dont plus de 725 000 déplacés installés dans les 149 abris d'urgence désignés par l'UNRWA. On estime que 160 000 d'entre eux sont hébergés dans les 57 installations de l'UNRWA situées dans le nord et dans la ville de Gaza; à ceux-là, l'UNRWA n'est plus en mesure de fournir des services. De plus, environ 131 134 déplacés sont installés dans 94 abris non administrés par l'UNRWA, 122 000 autres ont trouvé refuge dans des hôpitaux, des lieux de culte et d'autres bâtiments publics, et le reste sont hébergés par des familles hôtes. Des véhicules de personnes évacuant le nord de la bande de Gaza ont été frappés, faisant de nombreux morts et blessés. Ces incidents ont poussé de nombreuses personnes à cesser de chercher à évacuer la zone et à retourner chez eux.

Conséquences sur l'agriculture, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire

93. Le conflit prolongé et l'escalade en cours à Gaza devraient éroder davantage encore la viabilité économique et la durabilité de plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, et exacerber l'insécurité alimentaire, qui atteint déjà un niveau critique. La faible disponibilité des ressources naturelles et l'accès restreint à ces ressources freinent la production alimentaire intérieure, augmentant ainsi la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires, qui sont actuellement limitées. Dans le même temps, en Cisjordanie, la violence persistante, les pertes de terres, la destruction de biens et les restrictions d'accès aux territoires, aux ressources naturelles, aux marchés et aux services essentiels continuent de compromettre les moyens de subsistance.

94. On estime qu'avant même le début de la crise en cours, près de 1,8 million de personnes, soit un tiers de la population palestinienne, étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2023, dont 1,1 million, vivant pour la plupart (90 pour cent) dans la bande de Gaza, étaient en situation d'insécurité alimentaire grave. L'insécurité alimentaire tient à un taux de pauvreté élevé dû au chômage, qui résulte en partie des restrictions des déplacements et des restrictions d'accès imposées par Israël, lesquelles devraient encore être durcies, ainsi que des prix élevés des denrées alimentaires et des chocs économiques.

95. L'agriculture joue un rôle important dans l'économie palestinienne puisqu'elle pèse pour beaucoup dans les revenus des habitants et qu'elle contribue à la sécurité alimentaire et à l'offre de débouchés professionnels. Les terres agricoles de Gaza sont concentrées dans les zones périurbaines situées dans l'est et le sud, le long de la frontière avec Israël. En cas d'attaque terrestre, on s'attend à ce que les cultures soient détruites.

96. Bien que la superficie des terres agricoles à Gaza soit limitée et que seulement 10 pour cent de la population dépende de l'agriculture pour l'essentiel de ses revenus, l'agriculture demeure un segment important de l'économie de Gaza et constitue la seule source significative de recettes d'exportation.

97. Les pénuries d'électricité causées par le conflit ont eu un effet néfaste sur la sécurité alimentaire. Elles ont perturbé le fonctionnement des équipements de réfrigération, d'irrigation et d'incubation, compromettant ainsi gravement les moyens d'existence fondés sur l'agriculture (volaille, viande bovine, poisson et autres produits). Les exploitations avicoles ont également été anéanties par les restrictions d'accès au fourrage.

98. D'après le Bureau, au 8 novembre, aucune boulangerie n'était ouverte dans le nord en raison du manque de carburant, d'eau et de farine de blé ainsi que des dommages que nombre d'entre elles ont subis. D'après les informations dont on dispose, la farine de blé est actuellement indisponible dans

l'ensemble de la partie nord de Gaza. Les partenaires œuvrant pour la sécurité alimentaire sont dans l'incapacité d'offrir une assistance dans le nord depuis huit jours (situation au 8 novembre). Le Bureau a ajouté qu'en l'absence de distribution de nourriture dans les abris, les personnes qui s'y trouvent se contentent de survivre au moyen de l'aide limitée apportée par des organisations non gouvernementales locales ainsi que des organisations communautaires, ce qui donne lieu à l'adoption de stratégies de survie préjudiciables, dictées par la pénurie alimentaire, y compris le fait de sauter des repas ou d'en limiter la taille et de recourir à des méthodes peu sûres et dangereuses pour la santé pour faire du feu. On rapporte que les personnes sont contraintes de se nourrir de manière non conventionnelle, par exemple en mélangeant oignons et aubergines crus.

99. Le Bureau a déclaré que l'accès au pain posait problème dans le sud. Le seul moulin opérationnel de Gaza ne peut moudre du blé faute d'électricité et de carburant. Le Bureau a ajouté que 11 boulangeries avaient été frappées et détruites depuis le 7 octobre. Une seule des boulangeries ayant passé un contrat avec le PAM, ainsi que huit autres boulangeries situées dans le sud, fournissent du pain aux abris de façon intermittente, en fonction de la disponibilité de la farine et du carburant. Les personnes font la file durant de longues heures devant les boulangeries, ce qui les expose aux frappes aériennes.

100. Le Bureau a également déclaré que les denrées alimentaires acheminées depuis l'Égypte étaient principalement distribuées aux déplacés et aux familles hôtes se trouvant dans la partie sud de la bande de Gaza, et que seule la farine était mise à la disposition des boulangeries.

101. Le manque d'accès au fourrage et l'impact des frappes aériennes se sont fait durement ressentir: de nombreux éleveurs, pour la plupart à la tête de petites exploitations, ont fait état d'importantes pertes de bétail, en particulier dans le secteur de la volaille. D'après le Bureau, dans plusieurs endroits, notamment dans l'est de Khan Younès, les agriculteurs voient leurs cultures anéanties.

102. En Cisjordanie, la hausse des tensions et de la violence perpétrée par les colons a un effet paralysant sur le secteur agricole, en particulier durant la récolte des olives, la culture la plus répandue³⁵. Les oliveraies, pour la plupart situées en Cisjordanie, représentent plus de 50 pour cent de la superficie totale des terres cultivées dans le Territoire palestinien occupé. La production d'olives procure des moyens d'existence à plus de 75 000 agriculteurs et des emplois saisonniers à plus de 100 000 personnes, et a contribué à hauteur de 15 pour cent au PIB agricole en 2020³⁶. Plus généralement, les strictes restrictions des déplacements et la crainte de subir des attaques de la part des colons ont ralenti l'activité économique de la Cisjordanie³⁷.

103. Face à l'escalade attendue des hostilités, aux pénuries d'aliments pour animaux et de fourrage et au manque d'accès à ces ressources, les pasteurs vulnérables risquent de perdre leur principal bien et leur seule source d'aliments nutritifs et de revenus, et feront face à l'avenir à des coûts élevés pour reconstituer leur cheptel. La fermeture des points de passage et les attaques en cours à Gaza seront lourdes de conséquences pour l'économie, notamment parce qu'elles limiteront l'accès en temps utile aux intrants agricoles et engendreront une hausse des prix de ces intrants. L'on s'attend à ce que la pénurie de fourrage à Gaza et une hausse du coût des importations (lorsque les importations sont permises) feront peser une charge considérable sur les exploitants. Il existe donc un besoin urgent de fournir du fourrage et d'autres intrants essentiels tels que des médicaments vétérinaires afin d'éviter que les pasteurs ne subissent des pertes massives de bétail. Cela est d'autant plus crucial que la forte densité de population, associée à la proximité entre humains et animaux, aurait de fortes chances de transformer la mort d'animaux et les maladies animales en situation d'urgence sanitaire pour l'ensemble de la population.

³⁵ <https://www.aljazeera.com/features/2023/10/30/bilal-went-out-to-harvest-his-olives-an-israeli-settler-shot-him#:~:text=Palestinian%20Bilal%20Saleh%20was%20shot,%2DSawiya%2C%20occupied%20West%20Bank> (en anglais).

³⁶ FAO. 2023. <https://www.fao.org/support-to-investment/news/detail/en/c/1507314/> (en anglais).

³⁷ <https://www.aljazeera.com/features/2023/10/28/palestinians-in-occupied-west-bank-face-closures-harassment-and-attacks> (en anglais).

Conséquences sur l'agriculture, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dans le monde

104. Une flambée des prix du pétrole qui se maintiendrait dans la durée augmenterait le coût des denrées alimentaires dans le monde car elle ferait grimper les coûts de production et de transport des denrées alimentaires et des engrais, comme cela a été le cas durant de précédentes envolées des prix du pétrole. Les prix des engrais pourraient également grimper si les cours du gaz naturel et du charbon subissaient une forte hausse ou si le conflit s'élargissait et touchait les grands exportateurs mondiaux d'engrais azoté de la région. À cet égard, la Banque mondiale a estimé que le prix du baril de pétrole brut pourrait s'envoler pour atteindre plus de 150 USD si le conflit s'intensifiait³⁸.

105. L'évolution des prix du gaz pose un problème plus pressant pour l'Europe, compte tenu de la hausse des prix du gaz naturel alimentée par la baisse des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) issu des gisements israéliens, et étant donné que le marché du gaz est actuellement moins à même de résister à un choc de l'offre.

106. Enfin, Israël contribue à lui seul à environ 6 pour cent de la production mondiale de potasse. Le pays est le quatrième exportateur mondial de chlorure de potassium, après le Canada, la Fédération de Russie et le Bélarus: en 2022, il était à l'origine d'environ 8 pour cent des exportations mondiales. Toutefois, le marché du chlorure de potassium demeure stable aujourd'hui.

Interventions de la FAO

107. Il n'est plus possible d'importer des intrants agricoles, des outils et du fourrage depuis Israël en raison du blocus actuellement en vigueur. Les interventions de la FAO pourraient s'appuyer sur l'achat et l'acheminement de produits depuis l'Égypte un fois que le point de passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte sera ouvert.

108. Certains des projets et certaines des interventions en cours pourraient devoir être remodelés en consultation avec les partenaires fournisseurs de ressources concernés afin de tenir compte de l'évolution des besoins prioritaires et des fluctuations de l'environnement opérationnel.

109. Deux scénarios opérationnels doivent être envisagés: le premier repose sur l'évaluation de l'appui qui peut être obtenu depuis l'Égypte en matière de logistique et d'achat d'intrants agricoles; le second porte sur la logistique et l'achat de fourrage par l'intermédiaire d'Israël une fois que les frontières auront rouvert.

110. Dans le cadre de l'appel éclair actualisé à but humanitaire³⁹, la FAO demande 20 millions d'USD pour fournir une assistance d'urgence à 13 100 agriculteurs et pasteurs (70 660 personnes). Les montants nécessaires aux interventions prioritaires pour Gaza comprennent: 4,7 millions d'USD pour la fourniture de fourrage, de citernes d'eau et de kits vétérinaires; 5,3 millions d'USD pour la reconstitution de cheptels; 5 millions d'USD pour la fourniture d'intrants agricoles dont l'utilisation ne peut attendre. En outre, la FAO a demandé dans son appel 5 millions d'USD visant à répondre aux besoins immédiats des agriculteurs les plus vulnérables en Cisjordanie, qui pâtissent de l'intensification des hostilités et des restrictions des déplacements.

111. Dans le cadre de son action en Palestine, la FAO participera, par l'intermédiaire du module de la sécurité alimentaire et en coordination avec l'ensemble du système humanitaire, à l'exécution de diverses évaluations, y compris une évaluation rapide des dommages.

112. L'équipe de la FAO en Palestine se prépare à mener une évaluation rapide au moyen des données spatiales issues du système d'information géographique, avec l'appui du siège, une fois qu'un cessez-le-feu aura été annoncé. Elle s'apprête également à mener une évaluation au moyen d'images obtenues par satellite.

³⁸ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/10/26/commodity-markets-outlook-october-2023-press-release>.

³⁹ https://www.ochaopt.org/content/flash-appeal-occupied-palestinian-territory-2023?_gl=1*1g6kv5w*_ga*MTQ0ODI3MzcwNS4xNjQwNzMIOTg2*_ga_E60ZNX2F68*MTY5OTM0MjgwNy4xNzIuMC4xNjk5MzQyODA3LjYwLjAuMA (en anglais).